Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 221

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 24 settembre 1955** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato – Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 agosto 1955, n. 848.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 e del Protocollo addizionale alla Convenzione stessa, firmato a Parigi il 20 marzo 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950, ed il Protocollo addizionale alla Convenzione stessa, firmato a Parigi il 20 marzo 1952.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione e Protocollo suddetti, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

Considérant que cette Déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits qui y sont énoncés;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des Droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Réaffirmant leur profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et dont le maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des Droits de l'homme dont ils se réclament;

Résolus, en tant que gouvernements d'Etats européens animés d'un même esprit et possédant un patrimoine commun d'idéal et de traditions politiques, de respect de la liberté et de prééminence du droit, à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration Universelle;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au Titre I de la présente Convention.

TITRE I

Article 2

1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.

2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:

a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;

b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;

c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

Article 3

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 4

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

3. N'est pas considéré comme « travail forcé ou obligatoire » au sens du présent article:

a) tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle;

b) tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, à un autre service à la place du service militaire obligatoire;

c) tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

d) tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.

Article 5

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales:

a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;

c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;

d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;

e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;

f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 *c*) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

Article 6

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à:

a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;

b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;

c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;

d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

e) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Article 7

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Article 8

1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 9

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 10

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Article 11

1 Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

Article 12

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit.

Article 13

Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Article 14

La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

Article 15

1 En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décès résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1) et 7

3. Toute Haute Partie Contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

Article 16

Aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux Hautes Parties Contractantes d'imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers.

Article 17

Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention.

Article 18

Les restrictions qui, aux termes de la présente Convention, sont apportées auxdits droits et libertés ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

TITRE II

Article 19

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties Contractantes de la présente Convention, il est institué:

a) une Commission européenne des Droits de l'homme, ci-dessous nommée « la Commission »;

b) une Cour européenne des Droits de l'homme, ci-dessous nommée « la Cour ».

TITRE III

Article 20

La Commission se compose d'un nombre de membres égal à celui des Hautes Parties Contractantes. La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

Article 21

1. Les membres de la Commission sont élus par le Comité des Ministres à la majorité absolue des voix, sur une liste de noms dressée par le Bureau de l'Assemblée Consultative; chaque groupe de représentants des Hautes Parties Contractantes à l'Assemblée Consultative présente trois candidats dont deux au moins seront de sa nationalité.

2. Dans la mesure où elle est applicable, la même procédure est suivie pour compléter la Commission au cas où d'autres Etats deviendraient ultérieurement Parties à la présente Convention, et pour pourvoir aux sièges devenus vacants.

Article 22

1. Les membres de la Commission sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, en ce qui concerne les membres désignés à la première élection, les fonctions de sept membres prendront fin au bout de trois ans.

2. Les membres dont les fonctions prendront fin au terme de la période initiale de trois ans, sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

3. Le membre de la Commission élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

4. Les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 23

Les membres de la Commission siègent à la Commission à titre individuel.

Article 24

Toute Partie Contractante peut saisir la Commission, par l'intermédiaire du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, de tout manquement aux dispositions de la présente Convention qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Partie Contractante.

Article 25

1 La Commission peut être saisie d'une requête adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers, qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties Contractantes des droits reconnus dans la présente Convention, dans le cas où la Haute Partie Contractante mise en cause a déclaré reconnaître la compétence de la Commission dans cette matière. Les Hautes Parties Contractantes ayant souscrit une telle déclaration s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

2. Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée.

3. Elles sont remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en transmet copies aux Hautes Parties Contractantes et en assure la publication.

4. La Commission n'exercera la compétence qui lui est attribuée par le présent article que lorsque six Hautes Parties Contractantes au moins se trouveront liées par la déclaration prévue aux paragraphes précédents.

Article 26

La Commission ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus et dans le délai de six mois, à partir de la date de la décision interne définitive.

Article 27

1 La Commission ne retient aucune requête introduite par application de l'article 25, lorsque:

a) elle est anonyme;

b) elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Commission ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

2. La Commission déclare irrecevable toute requête introduite par application de l'article 25, lorsqu'elle estime la requête incompatible avec les dispositions de la présente Convention, manifestement mal fondée ou abusive.

3. La Commission rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable par application de l'article 26.

Article 28

Dans le cas où la Commission retient la requête:

a) afin d'établir les faits, elle procède à un examen contradictoire de la requête avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires, après échange de vues avec la Commission;

b) elle se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire qui s'inspire du respect des Droits de l'homme, tels que les reconnaît la présente Convention.

Article 29

1. La Commission remplit les fonctions prévues à l'article 28 au moyen d'une sous-commission composée de sept membres de la Commission.

2. Chaque intéressé peut désigner un membre de son choix pour faire partie de la sous-commission.

3. Les autres membres sont désignés par tirage au sort, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur de la Commission.

Article 30

Si elle parvient à obtenir un règlement amiable, conformément à l'article 28, la sous-commission dresse un rapport qui est transmis aux Etats intéressés, au Comité des Ministres et au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, aux fins de publication. Ce rapport se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 31

1. Si une solution n'a pu intervenir, la Commission rédige un rapport dans lequel elle constate les faits et formule un avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent, de la part de l'Etat intéressé, une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention. Les opinions de tous les membres de la Commission sur ce point peuvent être exprimées dans ce rapport.

2. Le rapport est transmis au Comité des Ministres; il est également communiqué aux Etats intéressés, qui n'ont pas la faculté de le publier.

3. En transmettant le rapport au Comité des Ministres, la Commission peut formuler les propositions qu'elle juge appropriées.

Article 32

1. Si, dans un délai de trois mois à dater de la transmission au Comité des Ministres du rapport de la Commission, l'affaire n'est pas déférée à la Cour par application de l'article 48 de la présente Convention, le Comité des Ministres prend, par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, une décision sur la question de savoir s'il y a eu ou non une violation de la Convention.

2. Dans l'affirmative, le Comité des Ministres fixe un délai dans lequel la Haute Partie Contractante intéressée doit prendre les mesures qu'entraîne la décision du Comité des Ministres.

3. Si la Haute Partie Contractante intéressée n'a pas adopté des mesures satisfaisantes dans le délai imparti, le Comité des Ministres donne à sa décision initiale, par la majorité prévue au paragraphe 1 ci-dessus, les suites qu'elle comporte et publie le rapport.

4. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à considérer comme obligatoire pour elles toute décision que le Comité des Ministres peut prendre en application des paragraphes précédents.

Article 33

La Commission siège à huis clos.

Article 34

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votant; les décisions de la sous-commission sont prises à la majorité de ses membres.

Article 35

La Commission se réunit lorsque les circonstances l'exigent. Elle est convoquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 36

La Commission établit son règlement intérieur.

Article 37

Le secrétariat de la Commission est assuré par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

TITRE IV

Article 38

La Cour européenne des Droits de l'homme se compose d'un nombre de juges égal à celui des Membres du Conseil de l'Europe. Elle ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

Article 39

1. Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée Consultative à la majorité des voix exprimées sur une liste de personnes présentée par les Membres du Conseil de l'Europe, chacun de ceux-ci devant présenter trois candidats, dont deux au moins de sa nationalité.

2. Dans la mesure où elle est applicable, la même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'admission de nouveaux Membres au Conseil de l'Europe, et pour pourvoir aux sièges devenus vacants.

3. Les candidats devront jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

Article 40

1. Les membres de la Cour sont élus pour une durée de neuf ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, en ce qui concerne les membres désignés à la première élection, les fonctions de quatre des membres prendront fin au bout de trois ans, celles de quatre autres membres prendront fin au bout de six ans.

2. Les membres dont les fonctions prendront fin au terme des périodes initiales de trois et six ans, sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

3. Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

4. Les membres de la Cour restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 41

La Cour élit son Président et son Vice-Président pour une durée de trois ans. Ceux-ci sont rééligibles.

Article 42

Les membres de la Cour reçoivent une indemnité par jour de fonctions, à fixer par le Comité des Ministres.

Article 43

Pour l'examen de chaque affaire portée devant elle, la Cour est constituée en une Chambre composée de sept juges. En feront partie d'office le juge ressortissant de tout Etat intéressé ou, à défaut, une personne de son choix pour siéger en qualité de juge; les noms des autres juges sont tirés au sort, avant le début de l'examen de l'affaire, par les soins du Président.

Article 44

Seules les Hautes Parties Contractantes et la Commission ont qualité pour se présenter devant la Cour.

Article 45

La compétence de la Cour s'étend à toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention que les Hautes Parties Contractantes ou la Commission lui soumettront, dans les conditions prévues par l'article 48.

Article 46

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour sur toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention.

2. Les déclarations ci-dessus visées pourront être faites purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certaines autres Parties Contractantes ou pour une durée déterminée.

3. Ces déclarations seront remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en transmettra copie aux Hautes Parties Contractantes.

Article 47

La Cour ne peut être saisie d'une affaire qu'après la constatation, par la Commission, de l'échec du règlement amiable et dans le délai de trois mois prévu à l'article 32.

Article 48

A la condition que la Haute Partie Contractante intéressée, s'il n'y en a qu'une, ou les Hautes Parties Contractantes intéressées, s'il y en a plus d'une, soient

soumises à la juridiction obligatoire de la Cour ou, à défaut, avec le consentement ou l'agrément de la Haute Partie Contractante intéressée, s'il n'y en a qu'une, ou des Hautes Parties Contractantes intéressées, s'il y en a plus d'une, la Cour peut être saisie:

a) par la Commission;

b) par une Haute Partie Contractante dont la victime est le ressortissant;

c) par une Haute Partie Contractante qui a saisi la Commission;

d) par une Haute Partie Contractante mise en cause.

Article 49

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 50

Si la décision de la Cour déclare qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité d'une Partie Contractante se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec des obligations découlant de la présente Convention, et si le droit interne de ladite Partie ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la décision de la Cour accorde, s'il y a lieu, à la partie lésée une satisfaction équitable.

Article 51

1. L'arrêt de la Cour est motivé.
2. Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge aura le droit d'y joindre l'exposé de son opinion individuelle.

Article 52

L'arrêt de la Cour est définitif.

Article 53

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux décisions de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

Article 54

L'arrêt de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 55

La Cour établit son règlement et fixe sa procédure.

Article 56

1. La première élection des membres de la Cour aura lieu après que les déclarations des Hautes Parties Contractantes visées à l'article 46 auront atteint le nombre de huit.
2. La Cour ne peut être saisie avant cette élection.

Titre V

Article 57

Toute Haute Partie Contractante fournira sur demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les explications requises sur la manière dont son droit interne assure l'application effective de toutes les dispositions de cette Convention.

Article 58

Les dépenses de la Commission et de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 59

Les membres de la Commission et de la Cour jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les Accords conclus en vertu de cet article.

Article 60

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux Droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être reconnus conformément aux lois de toute Partie Contractante ou à toute autre Convention à laquelle cette Partie Contractante est partie.

Article 61

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux pouvoirs conférés au Comité des Ministres par le Statut du Conseil de l'Europe.

Article 62

Les Hautes Parties Contractantes renoncent réciproquement, sauf compromis spécial, à se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre elles, en vue de soumettre, par voie de requête, un différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention à un mode de règlement autre que ceux prévus par ladite Convention.

Article 63

1. Tout Etat peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales.
2. La Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aura reçu cette notification.
3. Dans lesdits territoires les dispositions de la présente Convention seront appliquées en tenant compte des nécessités locales.
4. Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au premier paragraphe de cet article, peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Commission pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers conformément à l'article 25 de la présente Convention.

Article 64

1. Tout Etat peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.

Article 65

1. Une Haute Partie Contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard et moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties Contractantes.

2. Cette dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Haute Partie Contractante intéressée des obligations contenues dans la présente Convention en ce qui concerne tout fait qui, pouvant constituer une violation de ces obligations, aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.

3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie Contractante qui cesserait d'être Membre du Conseil de l'Europe.

4. La Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions des paragraphes précédents en ce qui concerne tout territoire auquel elle a été déclarée applicable aux termes de l'article 63.

Article 66

1 La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les ratifications seront déposées près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

4. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Membres du Conseil de l'Europe l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

Fait à Rome, le 4 novembre 1950, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
Paul van Zeeland

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
O. C. Mohr

Pour le Gouvernement de la République française:
Schuman

Pour le Gouvernement de la République fédérale allemande:
Walter Hallstein

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
Petur Benediktsson

Pour le Gouvernement de la République irlandaise:
Sean Mac Bride

Pour le Gouvernement de la République italienne:
Sforza

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:
Jos. Bech

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
Stikker

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
Halvard M. Lange

Pour le Gouvernement de la Sarre:
E. Hector

Pour le Gouvernement de la République turque:
F Köprülü

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Ernest Davies

* * *

Signé à Paris le 28 novembre 1950.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
R. Raphael

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
K. I. Westman

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Résolus à prendre des mesures propres à assurer la garantie collective de droits et libertés autres que ceux qui figurent déjà dans le Titre I de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »),

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes.

Article 2

Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.

Article 3

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif.

Article 4

Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole ou à tout moment par la suite, communiquer au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une déclaration indiquant la mesure dans laquelle il s'engage à ce que les dispositions du présent Protocole s'appliquent à tels territoires qui sont désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales.

Toute Haute Partie Contractante qui a communiqué une déclaration en vertu du paragraphe précédent peut, de temps à autre, communiquer une nouvelle déclaration modifiant les termes de toute déclaration antérieure ou mettant fin à l'application des dispositions du présent Protocole sur un territoire quelconque.

Une déclaration faite conformément au présent article sera considérée comme ayant été faite conformément au paragraphe I de l'article 63 de la Convention.

Article 5

Les Hautes Parties Contractantes considéreront les articles 1, 2, 3 et 4 de ce Protocole comme des articles additionnels à la Convention et toute les dispositions de la Convention s'appliqueront en conséquence.

Article 6

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention; il sera ratifié en même temps que la Convention ou après la ratification de celle-ci. Il entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification. Pour tout signataire qui le ratifiera ultérieurement, le Protocole entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui notifiera à tous les Membres les noms de ceux qui l'auront ratifié.

Fait à Paris, le 20 mars 1952, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
PAUL VAN ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
OLE BJOERN KRAFT

Pour le Gouvernement de la République française:
SCHUMAN

Pour le Gouvernement de la République fédérale allemande:
ADENAUER

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
R. RAPHAEL

Au moment de la signature du présent Protocole, le Gouvernement hellénique, se prévalant de l'article 64 de ladite Convention, formule la réserve suivante, portant sur l'article 2 du Protocole: Le mot « philosophique » par lequel se termine le second paragraphe de l'article 2 recevra en Grèce une application conforme aux dispositions y relatives de la législation intérieure.

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
PETUR BENEDIKTSSON

Pour le Gouvernement de la République irlandaise:
PROINSIAS MAC AOGAIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:
PAOLO EMILIO TAVIANI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:
JOS. BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
STIKKER

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre:
JOHANNES HOFFMANN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
OSTEN UNDEN

Pour le Gouvernement de la République turque:
F. KÖPRÜLÜ

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
ANTHONY EDEN

Au moment de signer le présent Protocole, je déclare qu'en raison de certaines dispositions des lois sur l'enseignement en vigueur au Royaume-Uni, le principe posé dans la seconde phrase de l'article 2 n'est accepté que dans la mesure où il est compatible avec l'octroi d'une instruction et d'une formation efficace et n'entraîne pas de dépenses publiques démesurées.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 4 agosto 1955, n. **849**.

Disciplina della produzione e del commercio dei prodotti della demargarinazione a freddo degli oli d'oliva e degli oli di semi raffinati ad uso alimentare.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il prodotto ottenuto dalla demargarinazione a freddo degli oli di oliva di cui al regio decreto-legge 27 settembre 1936, n. 1986, convertito nella legge 18 gennaio 1937, n. 233, ha la denominazione obbligatoria di « pasta bianca di demargarinazione di olio d'oliva ».

Art. 2.

Il prodotto ottenuto dalla demargarinazione a freddo degli oli di semi raffinati ha la denominazione obbligatoria di « pasta bianca di demargarinazione di olio di semi » e deve essere addizionato, prima di essere posto in commercio, con olio di sesamo, in modo che la reazione cromatica caratteristica propria di quest'olio risulti, all'esame, anche quando il prodotto sia stato diluito nel rapporto di uno a venti con altro prodotto privo di olio di sesamo.

Art. 3.

I prodotti di cui agli articoli 1 e 2, per essere destinati all'alimentazione, devono contenere non più dell'1 per cento di acidità libera espressa in acido oleico e presentare gli altri caratteri di commestibilità fissati per gli oli da cui provengono.

Art. 4.

Le denominazioni di cui ai precedenti articoli 1 e 2 devono essere sempre indicate nelle fatture, nelle polizze di carico, nelle lettere di vettura e in ogni altro documento destinato a comprovare la vendita o la somministrazione del prodotto, nonchè su tutti i recipienti che contengono i prodotti di cui agli articoli medesimi.

Art. 5.

E' vietato fabbricare, detenere per vendere, vendere o comunque porre in commercio i prodotti di cui ai precedenti articoli 1 e 2 con umidità superiore alla misura dell'1 per cento o con aggiunta di sostanze coloranti, naturali o artificiali o di altre sostanze estranee.

Art. 6.

Per la vigilanza sull'attuazione della presente legge e per le sanzioni relative alle infrazioni alla medesima, si applicano le norme contenute nel capo VIII del regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, nonchè le relative norme del regolamento di esecuzione, approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361, e successive modificazioni.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1955

GRONCHI

SEGNI — COLOMBO — CORTESE — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

DECRETO MINISTERIALE 3 agosto 1955.
Sostituzione del segretario del Comitato centrale del lavoro portuale.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 4 giugno 1949, n. 422, relativa alla istituzione, presso il Ministero della marina mercantile, del Comitato centrale del lavoro portuale;

Visto il proprio decreto 3 dicembre 1953, con il quale le funzioni di segretario del Comitato sono state affidate, per il biennio dal 3 dicembre 1953 al 2 dicembre 1955, al dott. Vittorino Artemisio, consigliere (gruppo *A*, grado 8°) nel Ministero della marina mercantile;

Visto il proprio decreto 30 giugno 1955, con il quale il predetto dott. Artemisio è stato promosso al grado di capo sezione (gruppo *A*, grado 7°);

Considerato che il dott. Artemisio riveste attualmente un grado superiore a quello massimo (l'8°) previsto dalla legge per l'esercizio delle funzioni di segretario del Comitato e che, pertanto, occorre provvedere alla sua sostituzione nelle funzioni medesime;

Decreta:

Le funzioni di segretario del Comitato centrale del lavoro portuale sono affidate al dott. Tullio Vitiello, primo segretario nel Ministero della marina mercantile, in sostituzione del dott. Vittorino Artemisio.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 agosto 1955

Il Ministro: CASSIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *agosto* 1955
Registro n. 28 *Marina mercantile, foglio n.* 85. — MARTINI

(4964)

DECRETO MINISTERIALE 20 agosto 1955.
Termini di validità e di cambio delle carte valori postali emesse per affiancare la campagna « Pro Erario » 1954.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con il regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 238 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato con il regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 maggio 1954, n. 412, con il quale venne autorizzata l'emissione di un francobollo e di una cartolina postale per affiancare la campagna « Pro Erario »;

Visto l'art. 2 del decreto Ministeriale 22 novembre 1954, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 33 del 10 febbraio 1955, concernente le caratteristiche tecniche dei valori di cui sopra;

Decreta:

Articolo unico.

Le carte valori postali di cui alle premesse saranno valide agli effetti postali a tutto il 31 dicembre 1955 e saranno ammesse al cambio, purchè non sciupate nè perforate, a tutto il 31 marzo 1956.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 agosto 1955

p. *Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni*
BRASCHI

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *settembre* 1955
Registro n. 30 *Ufficio riscontro poste, foglio n.* 333. — MANDARINO

(4963)

DECRETO MINISTERIALE 27 agosto 1955.

Norme per l'esercizio del servizio pubblico non di linea per il rimorchio di persone munite di sci acquatici o acquaplani effettuato per conto di terzi con motoscafi e imbarcazioni a motore sulle vie di acqua interne.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visti gli articoli 21 e 226 del Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Visti gli articoli 129 e seguenti, capo secondo del titolo 8° del regolamento per la navigazione interna, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 28 giugno 1949, n. 631;

Ritenuta l'opportunità di stabilire le modalità d'esercizio del rimorchio in conto terzi con motoscafi od imbarcazioni a motore, di persone munite di sci acquatici o acquaplani sulle vie d'acqua interne;

Sentito il Comitato superiore della navigazione interna;

Decreta:

Art. 1.

Il servizio pubblico di rimorchio sulle vie d'acqua interne di persone munite di sci acquatici o di acquaplano deve essere eslusivamente esercitato con motoscafi od imbarcazioni a motore provvisti di autorizzazione secondo le norme di cui al presente decreto.

L'autorizzazione legittima l'esercente ad eseguire solamente il servizio di rimorchio di cui al precedente comma.

Art. 2.

I natanti autorizzati ad esercitare il servizio pubblico non di linea per il trasporto di persone per conto di terzi su vie d'acqua interne ai sensi del decreto Ministeriale 13 dicembre 1951, possono anche esercitare il servizio di rimorchio dello sci acquatico purchè ne siano stati autorizzati a norma del presente decreto.

E' fatto però divieto ai predetti natanti di trasportare altre persone durante l'operazione di rimorchio dello sci acquatico.

Art. 3.

L'autorizzazione di cui al precedente art. 1 viene rilasciata dagli Ispettorati compartimentali della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione territorialmente competenti o dal Ministero dei trasporti Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione qualora ricorrano le condizioni di cui all'art. 132 del regolamento per la navigazione interna, approvato con decreto Presidenziale 28 giugno 1949, n. 631.

Art. 4.

L'autorizzazione deve essere richiesta all'Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile territorialmente competente.

Il richiedente deve indicare nella domanda:

a) gli elementi di individuazione dei natanti che intende adibire al servizio, con l'indicazione delle generalità del proprietario;

b) il proprio domicilio;

c) le località nelle quali verrà svolto il servizio.

Art. 5.

Gli estremi dell'autorizzazione devono essere annotati prima dell'inizio del servizio a cura dell'Ispettorato di porto competente sulla licenza dei motoscafi che verranno adibiti al servizio stesso.

Art. 6.

Il servizio deve essere gestito personalmente dal titolare dell'autorizzazione il quale può affidarne l'esercizio ai suoi dipendenti.

Art. 7.

Le tariffe sono stabilite dai Comuni competenti, entro le basi massime e minime determinate dal Ministero dei trasporti a norma dell'art. 130 del regolamento per la navigazione interna.

Sull'imbarcazione deve essere esposto in maniera ben visibile il prospetto delle tariffe e delle altre condizioni del servizio.

Art. 8.

Ogni sostituzione di personale deve essere comunicata cinque giorni prima all'Ispettorato di porto e quelle effettuate con carattere di urgenza debbono essere comunicate entro quarantotto ore, con la esibizione dei documenti del nuovo personale impiegato.

Art. 9.

Sulle imbarcazioni a motore in servizio di rimorchio degli sci acquatici può prendere posto un accompagnatore oltre al conduttore.

La presenza su tali mezzi di un accompagnatore esperto del nuoto è obbligatoria se lo sciatore acquatico è minore di anni diciotto.

Art. 10.

Le imbarcazioni a motore adibite a rimorchio dello sci nautico debbono essere munite di apposito sistema di aggancio e rimorchio riconosciuto idoneo dall'Ispettorato compartimentale M.C.T.C, territorialmente competente.

Art. 11.

E' vietato alle imbarcazioni autorizzate a norma del presente decreto, di eseguire il rimorchio contemporaneo di più di due sciatori acquatici.

Art. 12.

Quando a causa di forza maggiore o di altro giustificato motivo, venga a cessare il servizio di rimorchio, la persona che a tal fine ha utilizzato il natante può prendere posto sul natante stesso esclusivamente per essere ricondotta al posto di partenza.

Art. 13.

A norma dell'art. 1270 del Codice della navigazione, le norme del presente decreto hanno vigore anche per i servizi pubblici di traino nello sci nautico e acquaplano esercitato per conto terzi nella laguna di Venezia.

Art. 14.

L'esercizio del rimorchio dello sci acquatico in conto proprio è consentito dall'Ispettorato di porto, previo accertamento dei requisiti di idoneità, fisica e tecnica, del conduttore e del mezzo e con l'osservanza delle condizioni di sicurezza stabilite dalla stessa autorità.

Roma, addì 27 agosto 1955

Il Ministro: ANGELINI

(4918)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Rapino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 3 maggio 1955, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1955, registro n. 18 Interno, foglio n. 368, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Rapino (Chieti) di un mutuo di L. 421.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(4984)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fossacesia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 26 maggio 1955, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1955, registro n. 18 Interno, foglio n. 369, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fossacesia (Chieti) di un mutuo di L. 810.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(4987)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di San Costantino Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953.

Con decreto interministeriale in data 18 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1955, registro n. 18 Interno, foglio n. 394, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di San Costantino Calabro (Catanzaro) di un mutuo di L. 780.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(4991)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Orsogna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 3 maggio 1955, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1955, registro n. 18 Interno, foglio n. 370, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Orsogna (Chieti) di un mutuo di L. 2.760.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(4986)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di zone venatorie di ripopolamento e cattura

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nei comuni di Carpi e Soliera (Modena), della estensione di ettari 600, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: dalla via Dossi seguendo la via Chiesa fino a raggiungere la via Ghiduzza;

ovest: dalla via Ghiduzza portandosi al cavetto inferiore fino al congiungimento del cavo Arginetto;

sud: dal cavo Arginetto, seguendo in confine la strada provinciale Carpi-Ràvarino-Sozzigalli fino all'altezza del ponte del Becchello;

est: linea di confine con la via Sottargine, seguendo il medesimo, escludendo i fondi Rossi (numeri 577, 433, 1393, 432, 571, 570, 2517 del foglio n. 29 di catasto) e da qui raggiungendo a nord la via Livorno e la via Dossi.

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nel comune di Maranello (Modena), della estensione di ettari 856, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: da Cà Cavedoni portandosi all'altezza del comune di Maranello e da qui seguire la via Giardini fino all'ospizio;

est: seguendo sempre la via Giardini toccando il fondo Obici, il castello, il lazzaretto, Cà del Beneficio, la fornace e Camarola fino alla svolta, proseguendo sempre sulla via Giardini, lasciando la villa Menozzi, Cà Mesina fino al cimitero di San Venanzio e la cappella;

sud: dal cimitero di San Venanzio portarsi sulla strada comunale Maranello-Modena incontrando il casone di Valdana, M. Gabella, la Pilastrina Lucchina e la Bresciana fino all'incontro con la frazione di Gorzano;

ovest: lasciando la frazione di Gorzano, incontrando poi la villa Coppi, Cà Gnola, Cà Berri, Cà di Fratto, M. Nicchio e Cà Obici fino a raggiungere la pozza e da qui verso sud fino a Cà Cavedoni.

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nei comuni di Savignano sul Panaro, Marano sul Panaro, Guiglia (Modena) e Castello di Serravalle (Bologna), della estensione di ettari 970, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: strada comunale Savignano-Guiglia fino al km. 28, partendo da Cà Bianca toccando le Molinazze Gà Nuova Cà Burlenghi fino a Cà Tivano al km. 28;

sud: dal Castello di Serravalle in provincia di Bologna, lungo la strada comunale Serravalle-Guiglia per le seguenti località: Cà Gherardini, Casello-Cà Campazzo fino a Cà dei Gatti;

ovest: Cà dei Gatti fino al km. 28 toccando Cà Staffini La Torre al km. 30, Cà Belloni fino a Cà Tivano;

est: dal Castello di Serravalle tagliando il crinale di Ribuzzano quota 237 a Cà Benzone l'osteriola Cà Mastino e prosegue sulla scarpata del rio d'Orzo fino a Cà Bianca sulla strada provinciale Savignano-Guiglia toccando Cà Serra e Cà Malanno.

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nel comune di Castelvetro (Modena), della estensione di ettari 320, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: da Cà Giardino raggiungendo il bivio della strada per Castelvetro e portarsi verso est incontrando il torrente Guerro;

est: seguendo per lungo tratto e in confine il torrente Guerro fino all'altezza della via Cervarola;

sud: la strada Cervarola; linea di congiunzione con la zona Vignola-Marano;

ovest: dalla Cervarola; breve tratto della strada che porta al laghetto; linea verso destra seguendo in confine il fondo Cà Molza; da qui alla Palona raggiungendo a nord la Cà Giardino.

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nel comune di Montecreto (Modena), dell'estensione di ettari 750, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: strada del rio Manno fino alla confluenza col torrente Scoltenna;

est: dal torrente Scoltenna confine fino all'altezza del fosso Ronco;

sud: fosso Ronco fino a raggiungere il confine col comune di Sestola;

ovest: demarcazione col comune di Sestola.

Per il periodo 10 agosto 1955-9 agosto 1958, i fondi siti nel comune di Sassuolo, località Casiglie (Modena), della estensione di ettari 700 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: dalla carreggiata Berselli portandosi a ovest verso il fiume Secchia;

ovest: seguendo la linea di confine il fiume Secchia fino a raggiungere la carreggiabile Berlette;

sud: dalla strada Ancora di Sassuolo seguendo la carreggiata di Cà del Bosco e Cà Paola fino alla via delle Radici in Piano per Sassuolo;

est: via Radici in Piano al ponte Fossa, il torrente Fossa, seguendolo fino a raggiungere la carreggiata Berselli.

(4873)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Attivazione di servizio fonotelegrafico

Il 6 novembre 1953 è stato attivato il servizio fonotelegrafico nella agenzia postale di Calcinelli (Pesaro), in collegamento con l'ufficio telegrafico di Saltara mediante il circuito 6568 (seimilacinquecentosessantotto).

(4954)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 8.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3048 — Data: 7 gennaio 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento — Intestazione: Amato Maria fu Fortunato — Titoli del Debito pubblico: al portatore 1 — Capitale L. 4000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 231 — Data: 21 gennaio 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bergamo — Intestazione: Croce Rossa Italiana Comitato provinciale di Bergamo — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 818 — Data: 18 febbraio 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Roma — Intestazione: Di Giacinto Sabatino fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: al portatore 9 — Capitale L. 4800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1 — Data: 24 aprile 1941 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Taranto — Intestazione: Basile Francesco, commissario prefettizio del comune di San Giorgio Jonico — Titoli del Debito pubblico: nominativi 2 — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 25 — Data 21 agosto 1954 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Avellino — Intestazione. Gennarelli Lidia fu Emilio — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 155.800.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 13 settembre 1955

Il direttore generale: SCIPIONE

(4877)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 218

Corso dei cambi del 23 settembre 1955 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,78	624,84	624,80	624,76	624,80	624,785	624,85	624,80	—
$ Can.	632 —	632 —	633,25	632 —	631,845	632 —	631,75	632,25	632 —	—
Fr. Sv. lib.	145,81	145,75	145,78	145,80	145,80	145,81	145,80	145,80	145,80	—
Kr. D.	90,30	90,20	90,30	90,26	90,01	90,28	90,33	90,26	90,26	—
Kr. N.	87,30	87,10	87,30	87,30	87,12	87,30	87,33	87,30	87,30	—
Kr. Sv.	121 —	120,90	121 —	120,99	120,90	121 —	121 —	121 —	120,99	—
Fol.	164,43	164,40	164,60	164,46	164,46	164,40	164,50	164,46	164,46	—
Fr. B.	12,52	12,58	12,555	12,535	12,53	12,55	12,5375	12,535	12,535	—
Fr. Fr.	178,57	178,60	178,70	178,70	178,53	178,55	178,70	178,70	178,70	—
Fr. Sv. acc.	143 —	142,90	143 —	143 —	142,99	143,10	143,08	143,25	143 —	—
Lst.	1746,50	1745,25	1745 —	1744,25	1744 —	1745 —	1744,55	1744,25	1744,25	—
Dm. occ.	148,92	148,90	149,05	149,05	148,90	148,95	149 —	149,05	149,05	—

Media dei titoli del 23 settembre 1955

Rendita 3,50 % 1906	60,025
Id. 3,50 % 1902	59,50
Id. 5 % 1935	92,75
Redimibile 3,50 % 1934	82 —
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	72,925
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,70
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	83,65
Id. 5 % 1936	93,45
Id. 5 % (Città di Trieste)	85,325
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,425
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,625
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,325
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,325
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	96,175

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 23 settembre 1955

1 dollaro USA	624,792
1 dollaro Can.	631,875
1 Fr Sv. lib.	145,80
1 Kr. Dan.	90,295
1 Kr. Norv.	87,315
1 Kr. Sv.	120,995
1 Fol.	164,48
1 Fr. bel.	12,536
100 Fr. Fr	178,70
1 Fr. Sv. acc.	143,04
1 Lst.	1744,40
1 Marco ger.	149,025

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati d'iscrizione di rendita nominativa

(1a *pubblicazione*). Elenco n. 2.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e articolo 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1909)	836879 (nuda proprietà)	Fiume Gherardo fu Adolfo, minore sotto la patria potestà della madre Martelli Angiola Elvira di Venturino vedova Fiume, dom. a Lesa Belgirate (Novara), con usufrutto a questa ultima	938 —
Rendita 5 % (1935)	194636 (c. s.)	Lacetera Antonia fu Vincenzo, dom. a Bari, con usufrutto a Maione Elisabetta fu Arcangelo, dom. a Bari	650 —
Cons. 3,50 % (1906)	400776	Opera pia Pistone eretta in Nizza Monferrato (Alessandria)	49 —
Id.	470151	Come sopra	52,20
Id.	643619	Come sopra	210 —
Id.	713667	Opera pia Pistone in Nizza Monferrato (Alessandria), amministrata dalla locale Congregazione di carità	101,50
Id.	716022	Congregazione di carità di Nizza Monferrato (Alessandria), amministrata dall'Opera pia Pistone	24,50
Id.	443503	Opera pia Pistone di Nizza Monferrato (Alessandria)	52,50
Cons. 4,50 %	5292	Come sopra	393 —
Rendita 5 %	101881	Opera pia Pistone di Nizza Monferrato (Alessandria), amministrata dalla locale Congregazione di carità	105 —
Id.	101888	Come sopra	185 —
Id.	101882	Ospedale Santo Spirito, amministrato dalla Congregazione di carità di Nizza Monferrato (Alessandria)	15 —
Id.	115524	Opera pia Pistone in Nizza Monferrato (Alessandria)	185 —
Rendita 5 % (1935)	188834 (usufrutto)	Gentilucci Renato fu Mario, minore sotto la patria potestà della madre Borgia Romana fu Pietro vedova Gentilucci, dom. in Roma, con usufrutto a quest'ultima	2.400 —
Id.	194836 (usufrutto)	Come sopra	295 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

(4878) Roma, addì 12 settembre 1955 *Il direttore generale*: SCIPIONE

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti il 28 luglio 1955, registro n. 41, foglio n. 58, è stato dichiarato irricevibile il ricorso straordinario prodotto dall'insegnante non di ruolo ing. Sbarra Umberto, avverso il provvedimento con il quale veniva escluso dalla nomina a incaricato di materie tecniche nelle scuole tecniche industriali della provincia di Foggia, per l'anno scolastico 1950-51.

(4940)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del progetto della sistemazione della zona di Santa Chiara riguardante il piano parziale di ricostruzione di Napoli.

Con decreto Ministeriale 16 settembre 1955, n 3315, previa decisione sulle opposizioni presentate è stato approvato con una prescrizione il progetto relativo alla sistemazione della zona di Santa Chiara riguardante il piano parziale di ricostruzione di Napoli, vistato, in due planimetrie in iscala 1:1000.

Per l'attuazione delle opere previste in detto progetto resta fermo il termine del 27 settembre 1958 fissato dal decreto Ministeriale 26 settembre 1948, n. 2278.

(4953)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Messina al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 8 e 9 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Messina in data 14 aprile 1954, n. 29501, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Messina al 30 novembre 1953 è costituita come appresso:

Presidente:

Alvino dott. Sabino, vice prefetto.

Componenti:

Vendramini prof. Renzo, docente in igiene;
Cannavò prof. Letterio, docente in clinica medica;
Giustolisi dott. Giovanni, medico provinciale;
Aragona dott. Santi, ufficiale sanitario.

Segretario:

Rizzo dott. Antonino.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Messina.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 14 settembre 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(4912)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1954.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Piacenza in data 30 dicembre 1954, n. 33045, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1954 e il decreto di proroga 1° aprile 1955, numero 12009;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1954 è costituita come appresso:

Presidente:

Prostamburgo dott. Carlo, vice prefetto.

Componenti:

Curli dott. Umberto, veterinario provinciale;
Ubertini prof. Bruno, docente in clinica medica veterinaria;
Stazzi prof. Pietro, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;
Montani dott. Carlo, veterinario condotto.

Segretario:

Saccà dott. Antonio.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Piacenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo dello Prefettura interessata.

Roma, addì 16 settembre 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(4975)

PREFETTURA DI COSENZA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti n. 37345 del 29 luglio 1955, con il quale venne approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei al concorso per i posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Cosenza al 31 dicembre 1952, e n. 37383 del 5 agosto 1954, con il quale al dott. Scapaticci Claudio di Gaetano ed al dott. Prastaro Antonio di Vincenzo vennero assegnate, rispettivamente, le sedi di Spezzano Albanese e Sant'Agata d'Esaro;
Vista la dichiarazione di rinunzia alla sede di Spezzano Albanese fatta pervenire dal dott. Scapaticci Claudio, il quale ha espresso il gradimento di coprire il posto di Belmonte Calabro anche da lui richiesto;
Considerato che occorre provvedere alla copertura della sede di Spezzano Albanese rimasta vacante, a seguito di tale rinunzia con la nomina del dott. Prastaro Antonio che segue immediatamente in graduatoria e che tale sede ha richiesta come prima in ordine di preferenza nella domanda di ammissione al concorso;
Che lo stesso dott. Prastaro, interpellato, a norma del secondo comma dell'art. 26 della legge 11 marzo 1935, n. 281, ha dichiarato di accettare tale nuova sede;
Ritenuta d'altra parte l'opportunità di assegnare il dottor Scapaticci Claudio al comune di Belmonte Calabro, sede rimasta vacante nel concorso per l'esaurimento della graduatoria, allo scopo di assicurare tempestivamente e con una lieve economia per il Comune l'efficienza del servizio della vigilanza e dell'assistenza igienico-sanitaria a quella popolazione, senza aspettare lo svolgimento di un nuovo concorso, per altro non ancora bandito;
Visti gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422, e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24, 25 e 26 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Prastaro Antonio di Vincenzo ed il dott. Scapaticci Claudio di Gaetano sono nominati, rispettivamente, ufficiali sanitari dei comuni di Spezzano Albanese e di Belmonte Calabro in via di esperimento per un biennio col trattamento economico relativo al posto determinato dalla G.P.A. per i sanitari della Provincia con deliberazione del 19 luglio 1955.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Cosenza, addì 14 settembre 1955

Il prefetto: ADAMI

(4960)

PREFETTURA DI MODENA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Modena

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MODENA

Visto il proprio decreto 31 dicembre 1953, n. 20917, con il quale venne bandito pubblico concorso per la copertura di posti di ostetrica condotta, vacanti, in provincia di Modena. al 30 novembre 1953;

Visto il decreto 7 giugno 1955, n. 340.2.47/9758, dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, relativo alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso anzidetto;

Visti i verbali rassegnati dalla predetta Commissione a conclusione delle operazioni dalla stessa espletate;

Ritenuta la legittimità di tali operazioni;

Visti gli articoli 55 e 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti idonee nel concorso di cui in premessa:

1. Garusi Adelmina punti 55,389
2. Mantovani Albertina » 53,281
3. Turra Celestina » 52,813
4. Veronesi Iris » 52,750
5. Barelli Adele » 52,328
6. Nardini Olga » 52,000
7. Garuti Maria » 51,169
8. Lenzi Libera » 51,062
9. Pelloni Velia » 50,938
10. Vincenzi Franca » 50,625
11. Maltoni Wally » 50,500
12. Salsi Gabriella » 50,281
13. Nasi Rosa Maria » 50,188
14. Sabbatini Fermina » 50,062
15. Bettoni Maria » 50,046
16. Bettoni Carolina » 50,000
17. Lenzini Anna Maria » 49,640
18. Martinelli Iside » 49,516
19. Tinti Gelsomina » 49,000
20. Giacobazzi Carmen » 48,750
21. Busi Giuseppina » 48,739
22. Lavacchielli Aldegonda » 48,225
23. Montaldo Laura Maria » 48,000
24. Cavicchioni Oriele » 47,922
25. Coppi Vera » 47,469
26. Filippi Maria Teresa » 47,438
27. Vecchi Franca » 47,281
28. Pianazzi Antonietta » 47,156
29. Bulgarelli Oriele » 47,093
30. Zini Teresa » 47,000
31. Gozzi Saide » 46,530
32. Veronesi Clara » 46,125
33. Cachia Maria » 46,000
34. Zanni Elisa » 45,781
35. Soci Antonietta » 45,750
36. Bartolini Lucia » 45,187
37. Bigi Leda punti 45,059
38. Pelazza Iolanda » 45,000
39. Canossa Palmira » 44,953
40. Locatelli Licia » 44,000
41. Castelli Santina » 43,844
42. Grenzi Clementina » 43,469
43. Fulgeri Norma » 43,125
44. Pistoni Caterina » 43,000
45. Giacomelli Graziella » 42,875
46. Davì Licinia » 41,803
47. Pedrazzi Adalgisa » 41,094
48. Masieri Giannina » 40,625
49. Simighini Irma » 40,578
50. Begarani Bruna » 40,000
51. Lucchi Liliana » 39,000
52. Minghelli Adriana » 38,234
53. Spinardi Dolores » 38,188
54. Maramotti Bruna » 38,000
55. Bergonzini Estella » 37,343
56. Gieri Virginia » 37,219
57. Mossini Albertina » 37,031
58. Bernardi Antonina » 37,000

Copia del presente decreto sarà inserta e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Modena, addì 5 settembre 1955

p. *Il prefetto*: CERULLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MODENA

Visto il proprio decreto 31 dicembre 1953, n. 20917, con il quale venne bandito pubblico concorso per la copertura di posti di ostetrica condotta, vacanti, in provincia di Modena, al 30 novembre 1953;

Visto il proprio decreto pari numero in data odierna, con il quale si è provveduto alla approvazione della graduatoria delle concorrenti idonee nel concorso anzidetto;

Viste le preferenze, espresse, in domanda, in ordine alle sedi, dalle concorrenti riuscite vincitrici di condotta;

Visti gli articoli 55 e 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti concorrenti sono dichiarate vincitrici della sede a fianco di ciascuna indicata:

1) Garusi Adelmina: Guiglia;
2) Mantovani Albertina: Concordia (2ª condotta);
3) Turra Celestina: Fiumalbo.

Copia del presente decreto sarà inserta e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Modena, addì 5 settembre 1955

p. *Il prefetto*: CERULLI

(4863)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.